

Les sports de montagne comme médiateurs entre ville et nature

Philippe Bourdeau

Article publié dans les actes du colloque international du Salon d'Aménagement de la Montagne de Grenoble, " Aménagement, sécurité et responsabilité en montagne ", Grenoble, 1997, p. 53-54 (Résumé) et dans le Bulletin Intérieur du Syndicat National des guides de Montagne n° 33, Chambéry, 1997, p.13-16.

"le charme du risque, c'est l'incertitude du succès"

(Louis Lachenal, Carnets du vertige)

Traitant du risque dans les sports de montagne, ce texte ne se préoccupe pas de définir ou de mesurer la réalité de ce risque, dans ses multiples dimensions techniques, sportives, médicales, juridiques, économiques ou statistiques. Il cherche au contraire à mettre en perspective des recherches et des réflexions issues de divers champs des sciences sociales (sociologie, ethnologie, géographie), qui ont comme point commun de s'intéresser aux représentations et aux significations souvent oubliées, négligées ou refoulées qui fondent la place centrale et ambiguë du risque dans un large champ sportif : alpinisme, escalade, canyoning, parapente, ski.... En l'occurrence, ce sont essentiellement les travaux conduits par Robert Mizrahi, Jean-Paul Bozonnet, David Le Breton et Jean Corneloup qui seront mis à contribution.

Le parti pris d'un certain recul vis-à-vis d'une approche objectivante du risque n'empêche pourtant pas d'aborder directement ou indirectement un certain nombre de questions relatives à sa gestion par les acteurs du monde de la montagne. Des pratiquants à l'Etat et de l'évolution des cultures sportives aux politiques de réglementation ou de prévention, des mises en perspectives nouvelles s'ouvrent alors peut-être pour replacer le risque dans un contexte socio-géographique élargi.

Hypothèse de départ : les sports de montagne comme médiateurs entre ville et nature.

S'intéresser aux motivations culturelles et existentielles qui sous-tendent la "demande" de sports de montagne revient à formuler un constat : alors que la ville est désormais "partout, et partout en crise" selon une formule journalistique, le milieu urbain est plus que jamais associé aux contraintes de la vie sociale. Modelés par l'urbanisme et le travail, les modes de vie qui s'y épanouissent sont ceux d'un malaise du temps et de l'espace, aux antipodes d'éventuelles aspirations hédonistes ou naturalistes. En réaction à ces contraintes difficilement négociables, une recherche assidue de compensation irrigue le tourisme et les loisirs sportifs au moyen d'une intense mobilité dans l'espace et le temps. Il en résulte une sorte de "zapping" entre des lieux et moments de vie et d'évasion, qui participe à la dialectique de "l'ici" et de "l'ailleurs" dont parle Xavier Piolle. Face à l'incertitude ou au refus de "l'ici" que constitue la quotidienneté urbaine, c'est plus que jamais dans "l'ailleurs", c'est-à-dire dans un espace et un rythme a-quotidiens et face à des limites apparemment moins sociales que se cherchent les références de l'identité individuelle et collective. C'est dans ce contexte de tension, voire de rupture que s'épanouit la problématique du risque telle qu'elle est abordée ici.

De l'objet au sujet : la place centrale du risque dans le discours collectif et individuel des "montagnards"

A l'échelle collective et institutionnelle, le discours sur les risques liés aux sports de montagne s'organise autour de trois principaux registres à la fois techniques, éthiques et juridiques, qui alimentent un débat très complexe :

- l'opposition classique entre les notions de risques "objectifs" (liés au milieu de pratique) et "subjectifs" (liés au comportement des pratiquants) ;
- l'opposition plus récente entre les notions de risques "normaux" (ne découlant pas d'une faute) et "anormaux" (résultant d'une faute –maladresse, imprudence, inattention, négligence) (A.Pinguet);
- l'opposition entre les notions de risque "accepté" et "partagé" et la notion de responsabilité juridique.

Dans ce contexte, il existe un consensus apparent pour considérer le risque en montagne comme un fléau fonctionnel frappant les pratiquants à leur corps défendant, et contre lequel se conjuguent les efforts de tous les acteurs concernés (Etat, organismes de secours, professionnels, fabricants de matériel, fédérations, tribunaux...) pour permettre l'avènement d'une sportivité aussi sécurisée que possible. Cette représentation est légitime en termes de sécurité publique, mais elle fait pourtant l'impasse sur ce qui constitue un des "moteurs" de l'investissement dans la pratique des sports de montagne, à savoir le caractère valorisant de la prise de risque sportive. Bien entendu ce type de motivation relève largement de l'inconscient, ou du non dit. Mais ce

que les pratiquants ne (se) disent pas, la langue française nous le confirme clairement, en définissant le risque comme "le fait de s'exposer à un danger éventuel plus ou moins prévisible dans l'espoir d'obtenir un avantage", c'est-à-dire "ce par quoi une personne est supérieure" (Grand Robert de la Langue française).

Pour se convaincre du rôle central et de la sur-valorisation subjective de la prise de risque dans les sports de montagne, il suffit de prêter attention aux échanges entre les pratiquants. Ce discours interne au groupe, codé par l'usage d'un langage spécifique, fait la part belle aux récits souvent enjolivés sur le mode de la surenchère verbale : le plus grand "vol", le "monstre" sérac qui tombe, le passage "gazeux", la "montée à adrénaline", l'éloignement entre les "clous", le "spit" douteux, le passage "expo", la "plaque à vent" traîtresse..

En la matière, les approximations et les exagérations les plus flagrantes sont communément acceptées et pardonnées, à charge de revanche ! De plus, ce n'est jamais l'inexpérience, l'erreur ou la maladresse qui sont mises en cause, mais des conditions de risque "naturelles" qui légitiment en fait la sincérité de la pratique individuelle. La surenchère verbale est liée à un impératif : prouver que l'on est un "vrai" pratiquant puisqu'on est initié à l'expérience du risque.

Lorsqu'ils sont destinés à un usage externe au groupe des pratiquants, les mêmes récits de prise de risque et d'épreuves surmontées sont transposés de façon pédagogique. Ils laissent alors de côté le vocabulaire hermétique réservé aux initiés et se font objectivants pour expliquer au béotien – ou au journaliste – la hauteur de la paroi, la présence du vide, les risques "objectifs", les exigences d'entraînement... Ceci sur un ton dédramatisé, qui banalise ostensiblement le rapport au risque et sa maîtrise pour chercher à susciter la différence et l'admiration.

En l'occurrence, il ne s'agit généralement pas pour l'initié de provoquer chez ses interlocuteurs "l'envie d'essayer". Il s'agit plutôt de les amener à confirmer leur conviction qu'ils ne feront "jamais cela"... Et si l'interlocuteur en question se déclare malgré tout intéressé par l'expérience, la séance d'initiation qui lui est proposée sera souvent conçue comme une épreuve de démonstration destinée à voir "ce qu'il a dans le ventre" et à lui démontrer la supériorité du "guide" ou "moniteur" d'un jour.

De la prise de risque à l'ordalie, le rapport à un signifiant majeur : la mort

Pour comprendre le processus sur lequel s'appuie ce type de comportement, il faut s'interroger sur ce qui donne du sens à la prise de risque vécue et / ou racontée. Les recherches en la matière, essentiellement celles de David Le Breton, montrent bien comment la prise de risque vise à affronter ou à "charmer" symboliquement la mort, avec pour bénéfice principal de "renforcer le sentiment d'identité de celui qui ose le défi" (D. Le Breton). En effet, la mort est un signifiant anthropologique majeur, et ce d'autant plus que les sociétés occidentales en ont fait un "interdit, scellé dans son refoulement, innommable" (D. Le Breton). Et David Le Breton rappelle que "tout interdit rayonne de la transgression dont il peut être l'objet (...) surtout, s'il s'agit de l'interdit suprême, celui de mettre sa vie en danger".

De plus, au-delà de la prise de risque qui consiste à rendre la menace de la mort accessible tout en prévoyant de l'esquiver par des précautions d'usage, se profile l'ordalie, "c'est à dire l'abandon de soi au jugement de Dieu (...), la soumission plus ou moins passive aux circonstances [de l'action], après une initiative où la provocation de la mort est claire" et où "l'acteur accepte de tout perdre pour pouvoir tout gagner" (D. Le Breton). Héritée des sociétés traditionnelles et du passé notamment médiéval de l'occident, l'ordalie confine à un jeu de "roulette russe", qui fonctionnerait comme un rite de réappropriation du corps et de l'identité. En cela, les sports de montagne (solo extrême, engagement excessif, négligence de mauvaises conditions du milieu..) partagent la pratique et les significations de l'ordalie avec d'autres comportements à risque (toxicomanie, conduite automobile...). Mais à la différence de ces autres déclinaisons contemporaines du "jugement de Dieu", l'ordalie sportive a le privilège notable d'être socialement valorisée, et de ne pas apparaître comme une déviance coupable : victime ou vainqueur, l'acteur de l'ordalie alpine a quelques chances de s'en sortir en héros, sacrifié ou sanctifié sur l'autel du culte de la performance sportive..

De la rentabilité symbolique et sociale du risque dans les sports de montagne..

Tant sur le plan pratique que symbolique, la pratique des sports de montagne se prête particulièrement à une confrontation avec le risque et la mort. Pour Pierre Bourges et Rober Mizrahi, une course d'alpinisme n'est d'ailleurs pas autre chose que "la résolution d'une équation du risque", et son déroulement est entièrement déterminé "par une économie du risque", un risque que ces auteurs définissent comme "lieu frontière entre la vie et la mort".

Chaque ascension serait ainsi une vie en réduction, un cycle, un rite de départ et de retour, une initiation au sens anthropologique du terme, dont les effets existentiels potentiellement positifs sont renforcés par la redondance des référents symboliques auxquels le pratiquant se confronte. La montagne et la mort renvoient en effet toutes les deux à une ambivalence articulée autour de l'opposition entre des symboles de régénération (ascension purificatrice, passage à une vie supérieure) et des symboles de destruction (chute, béance des gouffres, anéantissement). Une telle démarche initiatique produit donc des héros mythiques (les "grands

alpinistes", les guides, les sauveteurs...) auxquels s'identifie chaque pratiquant de base, mais elle produit aussi des êtres déçus, meurtris, détruits par l'épreuve rituelle qu'ils n'ont pas su surmonter.

Cette dimension symbolique très prégnante se double d'une dimension sociale historiquement bien cernée par la sociologie du sport, tant en ce qui concerne les origines de l'alpinisme qu'en ce qui concerne la période contemporaine.

* à la fin du XIX^{ème} siècle, en pratiquant l'alpinisme et "en prenant des risques (calculés), la bourgeoisie intellectuelle se donne le droit d'appartenir au monde des élites sociales, réservé aux hommes forts capables de mériter leur statut", ceci afin de "faire valoir sa supériorité contre le statut de sang de la noblesse et contre la bourgeoisie des affaires" (J. Corneloup).

* à la fin du XX^{ème} siècle, les sports de montagne apparaissent comme des pratiques "informationnelles" et "écologisées" (cf le "système des sports" de C. Pociello), investies en priorité par des agents sociaux qui détiennent un fort capital culturel, mais disposent d'un capital économique moindre. Face au vécu d'un tel décalage entre acquis culturel et pouvoir de consommation, le ressort de ce choix sportif serait "l'expression d'une sorte de rêve de vol social" et d'un "effort désespéré pour s'arracher à la force d'attraction du champ social de gravitation" (Pierre Bourdieu). Dans une logique compensatoire il reposerait donc schématiquement sur la recherche d'une rente de valorisation et de distinction sociale, comblée par l'image de risque et d'originalité des sports de montagne.

De plus, porteurs d'images de performance individuelle, de dynamisme et de défi, les sports de "grimpe" et de "glisse" s'inscriraient avec opportunité dans le contexte des valeurs de compétition, de concurrence et de réussite économique qui sont devenus des repères culturels dominants : d'où l'hypothèse d'un parallélisme saisissant entre projet sportif et projet d'ascension sociale. Dans une publication récente (Bourguet M., Moreux C., Piolle X.), des chercheurs Palois montrent ainsi que la dynamique de pratique des sports de montagne repose sur la transposition au sport de valeurs économiques dérivées d'une "éthique de la besogne" issue du protestantisme pré-capitaliste. Cette éthique est appropriée par une "bourgeoisie de compétence" à la recherche d'un "signifiant noble" pour conforter son identité sociale par l'accès à des valeurs d'élévation, de dépassement et de maîtrise du risque. On retrouve bien là le poids de l'histoire et le processus de légitimation méritocratique d'une position sociale par la prise de risque sportive.

Quand l'affaiblissement du mythe exacerbe le risque..

La fréquentation sportive de la montagne change et se diversifie, tant par le développement de nouvelles modalités de pratique (escalade rocheuse et glaciaire, canyoning, ski de pentes raides, surf des neiges..) que par le perfectionnement conjoint du matériel technique (équipement des supports de pratique, matériel individuel de progression et de sécurité, vêtements...). Il en résulte une évolution notable de la culture sportive de la montagne, que Jean Corneloup analyse en termes d'hédonisation et de dédramatisation du rapport au risque. Mais alors que les "puristes de l'Alpe" sont prompts à dénoncer à ce propos une édulcoration de la pratique, Jean Corneloup montre que ce processus favorise en fait la recherche d'un jeu "à la limite", où le flirt simulé avec la mort procure une griserie de tous les instants, renouvelable à volonté par l'expérience des "petites morts" à répétition que sont les chûtes contrôlées grâce à la qualité de l'équipement des voies et du matériel de sécurité individuel... Quand auparavant la chute était "interdite" car potentiellement fatale. Et si une telle analyse concerne initialement l'escalade, elle semble transposable à bien d'autres sports de montagne...

De plus, l'affirmation de valeurs hédonistes de "glisse", de "grimpe", de "fluidité" et de facilité incite à une évacuation maximale des contraintes de la pratique sportive et à une formation technique et sportive très rapide, voire expéditive, qui privilégie l'esthétisme gestuel et la performance au détriment d'une culture technique et environnementale approfondie. Il en résulte une réduction notable du savoir-faire du pratiquant moyen, tant en matière de connaissance du milieu de pratique qu'en matière de manœuvres techniques (progression, repli, autosauvetage...).

Enfin, la logique déjà évoquée du "zapping" parfois frénétique entre temps / espaces de travail et de loisir renforce l'aspiration à une consommation rapide de l'acte sportif, et accentue le contraste entre l'univers sécurisé du quotidien citadin et l'espace insécurisé de la montagne (J. Corneloup).

La banalisation relative de son accès, son urbanisation, son aménagement et sa marchandisation affaiblissent le mythe de la montagne sauvage et purificatrice et réduisent quelque peu la portée initiatique de sa fréquentation (J.-P. Bozonnet). Dans le même mouvement, la prise de risque sportive semble faire l'objet d'un glissement de sens : à la lumière des travaux cités, qui se répartissent de 1979 à 1995, se dessine en effet le passage d'un risque à signification d'abord collective à un risque à signification essentiellement individuelle. La "communauté du risque" caractérisant le groupe des pratiquants (P. Bourges et R. Mizrahi), tout comme la cordée "solidaire", "humaniste" et "républicaine" (J. Corneloup) auraient ainsi fait place à une prise de risque à tendance ordalique, fondamentalement individuelle et non partageable (D. Le Breton), ceci au prix d'une dangerosité accrue.

Repenser la gestion du risque ?

La gestion du risque sportif par la société met en jeu des processus culturels, politiques et institutionnels complexes, qui se réfèrent directement (explicitement ou non) à des représentations sociales et spatiales souvent enchevêtrées et parfois contradictoires, auxquelles les media fournissent un moyen d'expression privilégié.

Jean-Paul Bozonnet analyse ainsi le discours dominant sur la montagne en termes d'ambivalence entre :

- l'effacement déterritorialisant du risque dans la publicité (pour ne pas inquiéter la clientèle on tait ou on réfute tous les désagréments liés au milieu montagnard) ;
- la valorisation classique du risque dans la presse, qui exploite largement "le filon de l'Alpe homicide" et des héros qui le défient.

En matière de sports de montagne, Jean Corneloup remarque quant à lui que "la tendance médiatique contemporaine est de survaloriser l'esthétisme, l'hédonisme, le ludisme, le spectaculaire et les impressions de facilité" au prix d'un décalage croissant "entre réalité médiatique et réalité pratique". Si la symbolique du risque est activée pour son caractère valorisant, sa réalité est donc vécue comme improbable, voire injuste et alors doublement traumatisante, ce que relevaient déjà P. Bourges et R. Mizrahi à la fin des années soixante-dix.

Ce phénomène est potentiellement renforcé par la relative opacité de l'information objective concernant les risques inhérents aux sports de montagne, et permettant une analyse rigoureuse de leur évolution quantitative et qualitative. Si les statistiques locales des opérations de secours sont en général accessibles, mais difficiles à cumuler à l'échelle nationale, il s'avère par contre très ardu d'obtenir une information centralisée sur l'accidentologie dans les différentes pratiques concernées (alpinisme, ski, escalade, canyoning). Cette remarque vaut d'ailleurs pour la plupart des activités sportives, et rares sont les données fiables et homogènes permettant par exemple de comparer la "dangerosité" des différents types de sports ; ceci du fait d'une rétention d'information parfois obsessionnelle et difficilement justifiable par des arguments sérieux. L'accès à un tel matériau montrerait d'ailleurs peut-être que les sports de montagne, organisés autour de la symbolique et de la réalité du risque, sont moins dangereux—toutes proportions gardées— que bien d'autres activités sportives jugées plus banales...

De même, une analyse fine des circonstances des accidents pourrait enfin permettre de concevoir une sensibilisation et une formation pertinentes des pratiquants. Car il est paradoxal de constater que si les "usagers" de la montagne sont destinataires d'incessantes consignes de sécurité, celles-ci restent si générales, voire si euphémiques, qu'elles demeurent inefficaces car elles se réfèrent à un risque d'accident individuellement perçu comme improbable.

Insensiblement, la réflexion sur les représentations du risque conduit à une réflexion sur l'action entreprise par le corps social pour gérer les risques liés aux sports de montagne. Il est significatif à cet égard d'une coupure nette apparaisse de fait entre les gestionnaires du risque (media, Etat, stations...) et les pratiquants, réduits aux rôles de "trompe-la-mort" et de consommateurs passifs de conseils de sécurité inopérants.

Pierre Bourges et Robert Mizrahi proposent à cet égard une analyse qui va à contre-courant de bien des évidences spontanément admises. Ils constatent que pour des raisons d'efficacité la gestion du risque a été progressivement transférée du groupe de pratiquants (prudence, autosauvetage, secours bénévoles) vers l'Etat. Cette institutionnalisation et la professionnalisation qui l'accompagne se traduisent pour eux par une scission entre "d'un côté la prise de risque, de l'autre sa gestion" qui place les pratiquants en situation d'assistés. Il en résulterait une "surdangerosité" perverse de la pratique—"l'Etat s'occupe des secours, je m'occupe du reste : je fonce"— qui s'accompagne entre autres par une ignorance et un désintérêt croissants vis-à-vis des manoeuvres d'autosauvetage, qui occupent toujours une certaine place dans les manuels techniques, mais presque plus dans le savoir-faire des pratiquants.

Ce qui est en jeu dans cette analyse, c'est bien le fait qu'une (re)prise en charge collective du risque par les pratiquants eux-mêmes réinscrirait la pratique des sports de montagne dans la recherche d'un équilibre entre risque et sécurité, au delà d'une simple consommation de sensations, ce qui constitue pour P. Bourges et R. Mizrahi l'essence de leur vertu pédagogique. Il reste à savoir si un tel débat est encore d'actualité, ou s'il n'a qu'une valeur d'analyse historique...

Pour conclure...

Les pistes d'analyse explorées ici sont très partielles, et les contraintes de "formatage" de l'exposé peuvent parfois conduire à "forcer le trait" de l'interprétation au détriment des nuances ou des précautions littéraires. Pourtant, même s'agissant d'un sujet aussi sensible que celui du risque dans les sports de montagne, il semble clair qu'une approche lucide ne peut pas se limiter à l'exposé des bienfaits d'une politique

d'optimisation sécuritaire (équipement des itinéraires de pratique, prévention des avalanches, performance et fiabilité du matériel, qualification des professionnels, organisation des secours...). De fait, le risque est beaucoup plus qu'une conséquence évitable de la fréquentation sportive de la montagne. La contradiction est ici très forte entre d'une part la logique légitime de la sécurité publique, et d'autre part la compréhension de la "fonction" sociale et culturelle du risque et de ses espaces d'expression. C'est ce qui fonde l'ambiguïté fondamentale du statut du risque dans les sports et l'espace de la montagne.

Ainsi, pour certains auteurs (M. Maffesoli, J. Corneloup), les "espaces de fuite" et les "zones d'ombre" de l'ordre territorial et social ont historiquement une fonction de régulation psycho-sociale primordiale "dans la conversion des violences menaçantes en violences fécondes"... Ce qui justifierait l'intérêt de trouver des limites à la banalisation et à la sécurisation normative d'un espace comme celui de la montagne "afin d'éviter que cette violence ne retourne vers la ville". Curieusement, ces analyses "post-modernes" renvoient aux fonctions de régulation d'une énergie potentiellement déviante, de canalisation de l'agressivité, de "correction" comportementale sans cesse attribuées au sport depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Selon les auteurs le sport est alors désigné comme un facteur de "bonne humeur sociale" (P. De Coubertin), un "gouvernement des corps" (M. Foucault) ou un "opium du peuple" (J.-M. Brohm). Dans "le contrat naturel", Michel Serres lui-même remarque qu'en matière d'alpinisme, virtuosité et vertu vont de pair, et la consultation d'un dictionnaire étymologique confirme d'ailleurs que ces deux mots ont une origine latine commune..

Qu'elle soit posée en termes de médiateurs (pratiques sportives) ou en termes territoriaux (gestion de la montagne) ce type de problématique a en tout cas le mérite de replacer les sports de montagne dans un vaste champ socio-historique dont ils prétendent trop souvent s'affranchir, et au sein duquel leurs risques et leurs vertus sont pour le moins relatifs..